

Des djihadistes français dans l'« usine à otages »

LE MONDE | 22.04.2014 à 12h27 |

Par **Jacques Follorou** ([/journaliste/jacques-follorou/](#))

L'arrivée des ex-otages à Villacoublay, dimanche 20 avril.



L'arrivée des ex-otages à Villacoublay, dimanche 20 avril. | KENZO TRIBOUILLARD/AFP

C'est un détail glissé par le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, le jour du retour en France, dimanche 20 avril, des quatre journalistes retenus en otage en Syrie. Parmi les geôliers, certains parlent « *français* », dit-il, avant d'ajouter il y a aussi « *des Belges, des Italiens, des Européens* »

en général, qui sont partis faire le djihad ».

Ces propos ont officiellement levé le voile sur une partie du fonctionnement de ce que les autorités françaises surnomment « *la maison des otages* » ou « *l'usine à otages* ». Si les détenus ont pu être déplacés, ce lieu a un temps été fixé dans la partie ouest de la ville d'Alep, fief de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), le groupe dissident d'Al-Qaida qui détenait les journalistes français, jusqu'à ce qu'il en soit récemment délogé. Selon des organismes qui négocient encore la libération de leurs propres otages, l'EIIL a retenu jusqu'à trente-cinq personnes dans un même endroit.

Lire : Libération des quatre Français otages en Syrie ([/proche-orient/article/2014/04/21/liberation-des-quatre-francais-otages-en-syrie_4404694_3218.html](http://proche-orient/article/2014/04/21/liberation-des-quatre-francais-otages-en-syrie_4404694_3218.html))

Comme l'indique le quotidien *Libération* mardi, ainsi qu'une source issue de la communauté du renseignement impliquée dans la gestion des prises d'otages, contactée par *Le Monde*, le groupe djihadiste a confié la garde des otages aux seuls francophones.

Quatre à cinq Français, d'origine maghrébine, et un Belge avaient, au moins jusqu'au mois de mars, la charge exclusive de surveiller les otages occidentaux. Cagoulés, ils semblent assurer cette tâche de gardiens d'abord pour des raisons pratiques, leur maîtrise de la langue permettant de gérer le quotidien de la détention. A son retour de détention au Mali, en 2010, l'ex-otage d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) Françoise Larribe avait également affirmé avoir été gardée par une personne dont le français était la langue natale.

Ce statut serait également lié, selon la même source issue du renseignement, à une forme de hiérarchie interne au sein de l'EIIL plaçant les Arabes francophones au plus bas de l'échelle. Mais les Français présents dans les groupes djihadistes ne sont pas exclusivement attachés à ce type de fonction. Des convertis, comme Nicolas Bons, un Toulousain de 30 ans, s'est ainsi fait exploser dans un camion piégé dans la région de Homs fin 2013. Certains aspirants français au djihad ont même découvert sur le sol syrien qu'on les conduisait directement en Irak.

« GROUPE HIÉRARCHISÉ ET STRUCTURÉ »

Néanmoins, cette hiérarchie au sein de la « *maison des otages* » a été, en partie, confirmée par l'interception par des services de renseignement

occidentaux d'une communication de l'un de ces gardiens parlant français : il évoque une forme de dépit au regard du fossé existant entre ses activités et l'idée qu'il se faisait du djihad en Syrie. Par ailleurs, ces geôliers français semblent devoir obéir à une structure intermédiaire composée, là aussi, de manière très cohérente. Des Britanniques, vraisemblablement d'origine pakistanaise, assureraient, en effet, le rôle de gérants de « *cette maison des otages* ». Ces anglophones répondraient enfin, à leur tour, à un niveau de commandement irakien qui ne viendrait jamais au contact des otages.

Longtemps, l'existence de cette concentration inédite d'otages est restée inconnue. Les informations sur le fonctionnement interne de l'EIIL et notamment sur la gestion des otages occidentaux n'ont commencé à filtrer qu'à partir de l'automne 2013, selon une personne impliquée par des négociations en cours. Auparavant, confirme-t-on à Paris, de l'enlèvement des journalistes français, en juin 2013, jusqu'au mois d'août, même les services de renseignements français chargés de traiter ces prises d'otages, la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), ne disposait d'aucune information fiable.

« *A partir de l'automne, confiait-on au Monde, fin janvier, au sein de la DGSE, on a senti que les lignes bougeaient, l'EIIL a commencé à ouvrir le dialogue et pour la première fois on a compris qu'ils étaient prêts à négocier. Comme c'est un groupe hiérarchisé et structuré, c'est plus facile qu'en Afghanistan où tout se délite.* » Depuis, les remises en liberté d'otages se sont enchaînées au gré de négociations, distinctes les unes des autres, mais orchestrées par le biais de canaux clairement identifiés. Trois journalistes espagnols et trois personnes travaillant dans l'humanitaire ont retrouvé la liberté avant les quatre Français.

Lire aussi notre récit : [Le périple des deux adolescents toulousains en Syrie](http://proche-orient/article/2014/02/12/le-periple-des-deux-adolescents-toulousains-en-syrie_4364802_3218.html) (/proche-orient/article/2014/02/12/le-periple-des-deux-adolescents-toulousains-en-syrie_4364802_3218.html)

Dans cette « *maison des otages* », le sort des personnes détenues et la durée de leur détention dépend, en grande partie, de leur nationalité. Même si officiellement, elles le nient, les nations latines monnaient leurs otages nationaux. En revanche, les Anglo-Saxons observent une ligne dite « libérale ». Ces Etats se refusent à tout paiement de rançon, il revient donc aux organismes, institutions ou aux familles concernées par ces prises d'otages de gérer eux-mêmes les termes de la négociation, notamment financière.

Si les intéressés ne disposent pas de l'argent nécessaire, souvent mis à disposition par des compagnies d'assurances et des fonds logés dans des paradis fiscaux, ils peuvent s'en remettre à une intervention armée. Malheureusement, les exemples d'irruption des forces spéciales, britanniques notamment, sur des lieux de détention ont régulièrement conduit au décès de l'otage. A la faveur de l'intervention française au Mali, François Hollande avait promis, en janvier 2013, qu'il alignerait désormais la France sur cette politique.

Jacques Follorou ([/journaliste/jacques-follorou/](http://journaliste/jacques-follorou/))

Suivre

Journaliste au Monde